



Ibni Oumar Mahamat Saleh était étudiant à l'Université d'Orléans. Il a été professeur et chercheur en mathématiques puis, dans son pays, le Tchad, recteur et ministre. Il était le leader reconnu et respecté de l'opposition tchadienne. Le 3 février 2008, il a « disparu ».

Une enquête menée sur une base internationale a mis en cause les autorités tchadiennes. Et depuis, rien ne se passe. Une instruction judiciaire a été engagée au Tchad mais n'a jamais été menée à son terme. La famille et les amis d'Ibni ont continué de se battre pour que la vérité soit connue et que ceux qui portent la responsabilité de la disparition d'Ibni puissent être jugés. La famille a obtenu qu'une information judiciaire soit ouverte à Paris.

Depuis six ans, avec mon collègue et ami Gaëtan Gorce, sénateur de la Nièvre, nous demandons à connaître la vérité.

On nous explique que ce n'est pas le moment, que ce n'est pas « opportun ». Les pressions ne manquent pas.

Nous considérons, pour notre part, que rien ne justifie que l'on abandonne la mémoire d'Ibni, que l'on abandonne la recherche de la vérité et que l'on renonce à ce que justice soit faite.

C'est pourquoi nous avons écrit à tous les sénateurs pour leur proposer de signer un projet de résolution demandant la création d'une commission d'enquête parlementaire.

Jean-Pierre Sueur

Lire :

>> [Le projet de résolution](#)

>> [La dépêche AFP](#)

>> [L'article du Bulletin Quotidien](#)

.